



CHAMPS LIBRES DÉBATS

La vraie cause de la fuite des professeurs, c'est le choix politique qu'est l'école unique

L'Éducation nationale se plaint que de moins en moins de jeunes souhaitent rejoindre ses rangs. On sait qu'elle est obligée d'aller chercher d'urgence au coin des rues des personnes peu qualifiées et de les « former » en quatre jours pour que chaque classe ait au moins un gardien le jour de la rentrée. Quelle est la raison profonde de cette situation regrettable ? Les salaires comptent, bien entendu. Mais ceci n'a jamais été, à soi seul, un obstacle dirimant pour de vraies vocations. Il faut bien comprendre que l'obstacle principal, aujourd'hui, c'est ce à quoi l'Éducation nationale a réduit le métier de professeur.

Bien que ce ne soit pas dit en ces termes, on s'en doute, les instructions pédagogiques du ministère ont en effet pour logique profonde et pour effet réel d'interdire aux professeurs d'enseigner les savoirs comme on doit le faire et comme cela s'est toujours fait depuis l'origine de l'école. Disons-le tout net, le ministère a changé la nature même du métier d'enseignant, et d'ailleurs il s'en vante. La raison de cette métamorphose imposée est essentiellement politique. C'est la mise en place en France d'une école unique.

Il se trouve qu'un enseignement correctement mené crée toujours des effets différenciants. Il révèle que certains élèves ont plus d'aptitudes, d'autres moins, que certains ont des aptitudes en certains domaines, d'autres en d'autres. Ce qui a pour conséquence que, pour que les processus d'enseignement se déroulent normalement et à leur rythme naturel, il faut impérativement que les élèves, le moment venu, puissent être répartis en filières différenciées par niveaux et par orientations.

Ce qui implique aussi, sans doute, qu'on distingue un enseignement

secondaire long et un enseignement secondaire court, comme c'est le cas dans la plupart des pays comparables au nôtre. Cette diversification du système est en effet indispensable pour que les groupes d'apprenants soient intellectuellement à peu près homogènes, condition elle-même indispensable pour que le cours fait par un seul professeur devant 30 ou 40 élèves ait un sens et puisse être entendu.

Or la famille idéologique qui monopolise notre Éducation nationale depuis des lustres a toujours obsessionnellement voulu l'école unique. Elle croit – à tort – que c'est en abolissant les différences à l'école qu'on parviendra à abolir les inégalités dans la société. Pour éviter donc que l'enseignement ne crée des différences politiquement incorrectes, elle a trouvé un moyen simple et expéditif, qui est de ne rien enseigner sérieusement à personne.

On ne fera, en particulier au collège, que de vagues sensibilisations à cent thèmes divers, des « séquences » sans queue ni tête et autres gadgets pédagogiques seuls de nature, dans des groupes hétérogènes, à ne pas trop cliver les élèves, à les distraire et à permettre que l'école unique survive en tant qu'unique, mais de nature aussi à rendre impossible un enseignement véritable.

Chacun connaît aujourd'hui les résultats, en termes de niveau, de ces choix.

Dans cette école massifiée, que devient le professeur ? Il se voit réduit au rôle d'animateur, de meneur de jeux, de gardien, souvent d'assistant social, travail très estimable et utile, le cas échéant, mais qui ne peut convenir qu'à un certain type d'esprits. Il ne peut plus être professeur au vrai sens du mot. Il est en danger, en outre, on le sait, d'être traité comme quantité négligeable par les élèves,

les parents, l'administration, quand il n'est pas victime d'agressions physiques.

Voilà pour quoi moins de jeunes que par le passé souhaitent devenir enseignants. Ils n'ont plus guère d'attrance pour une profession qui n'a plus d'intérêt intellectuel et qui, en corollaire, n'est plus gratifiée du prestige social accompagnant ordinairement les compétences intellectuelles d'un certain niveau. Ils sont peu tentés d'échanger leur projet d'enseigner véritablement les lettres et les sciences contre ce que les officiels de l'Éducation nationale appellent le « métier », mot qui prend, dans leur bouche et sous leur plume, un sens affreux, puisqu'il est délibérément choisi et utilisé pour bien faire entendre aux futurs enseignants que le travail qui leur sera demandé ne sera plus de connaître et de transmettre des savoirs, mais de faire fonctionner l'école unique et de se faire les agents dévoués d'une entreprise de transformation sociale, en contradiction manifeste avec le principe de neutralité de la fonction publique.

Cet abandon du professorat au sens classique a été officialisé cette année par le ministère qui a décidé de ne plus demander aux candidats du Capes que des compétences dites « professionnelles », c'est-à-dire la pédagogie et la didactique (celles du ministère), la connaissance des arcanes de l'Éducation nationale (une culture administrative, donc), le tout agrémenté d'une pincée assez peu sexy de « valeurs de la République », tout, ainsi, plutôt que des compétences proprement académiques. Comme si la première compétence « professionnelle »





d'un professeur n'était pas de connaître la discipline qu'il enseigne !

On demandait jadis aux jeunes moines de faire vœu d'obéissance, de pauvreté, de chasteté. On exige aujourd'hui des jeunes candidats au professorat des sacrifices presque comparables, mais sans leur ouvrir les mêmes perspectives transcendantes. Bien au contraire, on les somme d'abjurer solennellement tout goût trop marqué pour la littérature, les langues anciennes et modernes, l'histoire, la géographie, les mathématiques, la biologie, la physique ou la philosophie, goûts à la fois inutiles, étant donné le type de pédagogie pratiqué, et suspects d'élitisme, crime majeur.

Et on leur enjoint d'aller d'urgence – sans attendre d'avoir terminé une licence – dans des établissements scolaires effectuer des stages pratiques où ils apprendront comment ne rien apprendre à leurs élèves.

J'ajoute, ayant un peu lu l'ésotérique littérature des pédagogues officiels, que non seulement l'institution n'a plus envie ni besoin que les enseignants soient des hommes de science, mais craint comme la peste qu'ils le soient. Car, comme l'a écrit jadis un de leurs maîtres à penser, s'ils étaient savants, ils voudraient inconsciemment communiquer à leurs élèves ces savoirs qu'ils possèdent, et ils s'impatienteraient des lenteurs et difficultés de certains élèves, qu'ils intimideraient. Cela bloquerait dans l'œuf le processus d'auto-engendrement miraculeux des savoirs que le bric-à-brac pédagogique est censé déclencher.

Donc, pour être sûrs que les enseignants ne seront pas tentés, comme dans l'« école de papa », de faire de vrais cours où ils transmettraient patiemment et méthodiquement ce qu'ils savent, les puissants esprits qui dirigent le ministère ont jugé que le mieux était de s'assurer, dès le départ, qu'ils ne savent rien. Tel est le sens trop aisément déchiffrable de la réforme du Capes. Il s'agit, encore et toujours, d'aller dans le sens de l'idéologie. Il s'agit de permettre que l'école reste unique.

En résumé, la vieille école recherchait des enseignants épris d'idéal, et cette exigence même séduisait les candidats potentiels. La nouvelle ne leur demande que du conformisme idéologique

et de la sueur. Il ne faut pas s'étonner que les sergents recruteurs s'époumonent en vain.

* Normalien, docteur en philosophie politique, ancien professeur à l'ESCP Europe et directeur de l'École professorale de Paris, Philippe Nemo est notamment l'auteur d'« Histoire des idées politiques dans l'Antiquité et au Moyen Âge » (PUF, 1998) et d'« Histoire des idées politiques aux Temps modernes et contemporains » (PUF, 2004).

Le ministère a changé la nature même du métier d'enseignant, et d'ailleurs il s'en vante. Le professeur se voit réduit au rôle d'animateur, de meneur de jeux, de gardien, souvent d'assistant social, travail très estimable et utile, le cas échéant, mais il ne peut plus être professeur au vrai sens du mot

PHILIPPE NEMO

Si l'enseignement public n'attire plus les candidats, si des rectorats en sont réduits à organiser des « job dating », c'est, avant tout, parce qu'il est impossible de transmettre de façon sérieuse des connaissances quand le niveau des élèves d'une classe est de plus en plus hétérogène, argumente le philosophe*.

